



Losser Audit
Commissaire aux comptes

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

**ASSOCIATION DES USAGERS DU CENTRE SOCIAL ET
CULTUREL KERGOMARD**

Association régie par la loi de 1901 déclarée à la Préfecture de la Meuse

Siège social : 9, rue Jean Pache
55100 VERDUN

SIREN 783 414 477
N° RNA : W 553 000 301

Assemblée générale ordinaire du 24 avril 2026

Exemplaire destiné au dépôt des comptes

LOSSER Audit

S.A.S. au capital de 1.000 € - R.C.S. Bar-le-Duc 798 050 415

Société de Commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale de commissaires aux comptes de l'Est
16 bis, rue de Souville - BP 20123 - 55103 VERDUN Cedex - Tél. 03 29 84 12 73

T.V.A. Intracommunautaire FR 70 798 050 415



Losser Audit
Commissaire aux comptes

Aux adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'ASSOCIATION DES USAGERS DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL KERGOMARD** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note relative au changement de méthode décrite dans votre annexe légale relative aux effets de la première application du règlement ANC n° 2022-06 de l'Autorité des normes comptables. Ce règlement, appliqué pour la première fois à l'exercice clos le 31 décembre 2025, a conduit votre association à modifier la présentation de ses comptes annuels.



JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Subventions

Nous avons contrôlé la comptabilisation des subventions reçues sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association. Nous nous sommes également assurés de la juste valorisation des subventions à encaisser au titre de l'exercice 2025.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels de votre association.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVE AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité



Losser Audit
Commissaire aux comptes

d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



Losser Audit
Commissaire aux comptes

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

VERDUN, le 1^{er} avril 2026



SAS LOSSER Audit
Jean-Christophe LAFLOTTE
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	4 889	4 889				
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	8 616	8 616				
	Installations techniques, matériel et outillage	167 917	150 916	17 001	30 443	13 443-	44. 16-
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	15		15		15	
	Prêts	1 150	1 150				
	Autres immobilisations financières						
Total II		182 587	165 572	17 016	30 443	13 428-	44. 11-
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 058	320	8 738	8 680	58	0. 67
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	232 407		232 407	162 594	69 813	42. 94
	Charges constatées d'avance (2)	4 111		4 111	415	3 697	891. 35
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Comptes de Régularisation	Disponibilités	169 580		169 580	303 459	133 879-	44. 12-
	Total III	415 157	320	414 837	475 148	60 311-	12. 69-
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecart de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	597 744	165 892	431 853	505 591	73 739-	14. 58-

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres	23 500	23 500		
	Report à nouveau	198 364	132 408	65 956	49. 81
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	16 605-	65 956	82 561-	125. 18-
	Situation nette (sous total)	205 259	221 864	16 605-	7. 48-
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	12 777	17 182	4 405-	25. 64-
	Provisions réglementées				
	Total I	218 036	239 046	21 010-	8. 79-
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables				
	Avances conditionnées				
	Droits du concédant				
	Total II				
FONDS REPORTES ET DEBIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total III				
PROVISIONS	Provisions pour risques		37 147	37 147-	100. 00-
	Provisions pour charges		6 064	6 064-	100. 00-
	Total IV		43 211	43 211-	100. 00-
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
	Emprunts et dettes financières diverses (2)				
	Instruments financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	18 659	25 360	6 702-	26. 43-
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	45 579	48 469	2 890-	5. 96-
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	148 867	149 505	638-	0. 43-
	Produits constatés d'avance	712		712	
	Total V	213 816	223 334	9 518-	4. 26-
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	431 853	505 591	73 739-	14. 58-

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)213 104240 155

(2) Dont emprunts participatifs



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	3 638		842		2 796	332. 07
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	460 917		472 078		11 162-	2. 36-
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	258 417		335 880		77 463-	23. 06-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public	680		66		615	938. 55
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	43 211		2 041		41 170	NS
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	35		8 359		8 324-	99. 58-
Total I	766 898		819 265		52 367-	6. 39-
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	198 950		224 941		25 991-	11. 55-
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	14 684		9 750		4 933	50. 60
Salaires et traitements	483 653		414 952		68 701	16. 56
Cotisations sociales	57 579		87 214		29 635-	33. 98-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	13 443		17 556		4 113-	23. 43-
Dotations aux provisions	320		291		29	9. 91
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	5 848		468		5 379	NS
Total II	774 476		755 172		19 304	2. 56
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	7 578-		64 093		71 671-	111. 82-

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		1 384		1 254	130	10. 36
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III		1 384		1 254	130	10. 36
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				1 150	1 150-	100. 00-
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV				1 150	1 150-	100. 00-
2. Résultat financier (III-IV)		1 384		104	1 280	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		6 194-		64 197	70 391-	109. 65-
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				29 389	29 389-	100. 00-
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		10 410		27 630	17 219-	62. 32-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		10 410-		1 759	12 170-	691. 82-
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		768 282		849 908	81 626-	9. 60-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		784 886		783 952	934	0. 12
5. EXCEDENT OU DEFICIT		16 605-		65 956	82 561-	125. 18-



EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat		17 115		14 775	2 340	15. 84
TOTAL		17 115		14 775	2 340	15. 84
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole		17 115		14 775	2 340	15. 84
TOTAL		17 115		14 775	2 340	15. 84



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- PRINCIPES GÉNÉRAUX -

(Art. 831-1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2022-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Dérogations

L'entité ne déroge pas aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La durée de l'exercice comptable est de 12 mois.

La date de clôture de l'exercice est le 31/12/2025

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Liste des principales méthodes

- Les subventions d'investissement sont comptabilisées **en capitaux propres**, conformément à l'article **312-1 du PCG**.
- Les engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires font l'objet d'une **information dans l'annexe**, conformément aux dispositions applicables.
- La durée d'usage est utilisée pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles, conformément à l'article **214-13 du PCG**.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Événements post-clôture

Informations significatives

Présentation de l'association :
L'association des usagers du Centre social et culturel KERGOMARD recherche et définit les besoins sociaux, familiaux, éducatifs, culturels et sportifs des habitants du quartier des Planchettes et de son territoire. Elle en assume la création, la promotion et la gestion.
La structure prend également en charge l'accueil des enfants au sein de la crèche.
Les ressources de l'association proviennent principalement de financements publics.

Informations complémentaires :
Le 20 février 2025, le Tribunal Judiciaire de Verdun a arrêté la plan de redressement et l'apurement du passif.
Par un arrêt rendu le 27 mars 2025, la Cour d'Appel a confirmé les condamnations prononcées dans le cadre du litige prud'hommal. En conséquence, la provision pour risque a été reprise et le plan d'apurement a été ajusté sur une période de 10 ans.

- CHANGEMENTS COMPTABLES -

(Art. 831-2)

Changement de réglementation comptable

Impacts des postes	À l'ouverture de l'exercice
43871000 ORG. SOC. PRODUIT A RECEVOIR N-1	7 035
43900000 ORG. SOC. PRODUIT A RECEVOIR N	90
44870000 ETAT PRODUIT A RECEVOIR N-1	15 685
44820000 ETAT PRODUIT A RECEVOIR N	6 962
44860000 ETAT CHARGES A PAYER N-1	3 415
44181000 ETAT CHARGES A PAYER N	3 995
77700000 QP SUBV INVESTISSE. VIREE RESULTAT N-1	10 071
74700000 QP SUBV INVESTISSEM. VIREE RESULTAT N	4 405
79100000 IJ MUTEX N-1	68
79120000 REMT INDEMNITES JOURNALIERES N-1	715
79164000 TRANSFERT DE CHARGES PERSONNEL N-1	6 810
64900000 REMBOURSEMENT CHARGES DE PERSONNEL N	39 827
15300000 PROVISIONS I.F.C. N-1	6 064
15210000 PROVISIONS I.F.C. N	
TOTAL	105 142

A compter du 1er janvier 2025, l'association applique le règlement ANC N° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ce changement de méthode comptable résulte de son entrée en vigueur obligatoire et conformément aux dispositions applicables en matière de changement de réglementation. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont ainsi présentés selon les nouveaux modèles et principes issus de ce règlement.

Le règlement ANC N° 2022-06 prévoit principalement une modernisation de la présentation des états financiers, une redéfinition du résultat exceptionnel et un ajustement des informations à fournir en annexe. L'objectif est d'améliorer la lisibilité, la comparabilité et la



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

transparence de l'information financière.

Changement de méthode à l'initiative de l'entité

Impacts des postes	À l'ouverture de l'exercice
TOTAL	

Non applicable

Changement d'estimation

Non applicable

Correction d'erreurs

Non applicable

- CHANGEMENTS COMPTABLES - Informations complémentaires

(Art. 831-3)

- MOUVEMENTS IMMOBILISATIONS, AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS -

(Art. 832-1)

Etat des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	4 889			4 889
Immobilisations corporelles				
Constructions sur sol d'autrui	8 616			8 616
Installations techniques, matériels et outillages industriels	69 156			69 156
Installations générales, agencements, aménagements divers	35 821			35 821
Matériel de transport	11 707			11 707
Matériel de bureau et matériel informatique	39 079		7 720	31 358
Mobilier	13 927		108	13 819
Autres immobilisations corporelles	6 055			6 055
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières		15		15
TOTAL GENERAL	189 250	15	7 828	181 437



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des amortissements

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	4 889			4 889
Immobilisations corporelles				
Constructions sur sol d'autrui	8 616			8 616
Installations techniques, matériels et outillages industriels	60 871	4 237		65 107
Installations générales, agencements, aménagements divers	20 060	4 632		24 693
Matériel de transport	8 081	1 859		9 940
Matériel de bureau et matériel informatique	36 486	2 536	7 720	31 301
Mobilier	13 748	179	108	13 819
Autres immobilisations corporelles	6 055			6 055
TOTAL GENERAL	158 807	13 443	7 828	164 422

	Durée d'utilisa- tion ou taux d'amor- tissement*	Mode d'amortissement
Immobilisations incorporelles		
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	3 ans	Linéaire
Immobilisations corporelles		
Terrains		Non amortissable
Constructions sur sol d'autrui	3 ans	Linéaire
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 à 5 ans	Linéaire
Installations générales, agencements, aménagements divers	3 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transport	2 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et matériel informatique	1 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	3 à 7 ans	Linéaire

Etat des dépréciations

	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mises en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières	1 150				1 150
Sur stocks et en cours		320			320
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL	1 150	320			1 470



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE -

(Art. 832-9)

Etat des échéances des créances

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	1 150		1 150
Autres créances clients	9 058	9 058	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	90	90	
Divers état et autres collectivités publiques	221 282	221 282	
Débiteurs divers	11 035	0	11 035
Charges constatées d'avance	4 111	4 111	
TOTAL	246 727	234 542	12 185

- PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS -

(Art. 832-13)

Provisions

	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques					
Autres provisions pour risques	37 147		37 147		
Provisions pour charges					
Pensions et obligations similaires	6 064			6 064	
Provisions pour engagement des retraites					
TOTAL	43 211		37 147	6 064	



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- PRÉCISIONS SUR LES PROVISIONS SIGNIFICATIVES ET CERTAINS PASSIFS -

(Art. 832-14)

- ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE -

(Art. 832-15)

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	18 659	18 659		
Personnel et comptes rattachés	20 276	20 276		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 036	21 036		
Autres impôts taxes et assimilés	4 268	4 268		
Autres dettes	148 867	9 436	64 966	74 465
Produits constatés d'avance	712	712		
TOTAL	213 816	74 385	64 966	74 465

- PRÉCISIONS SUR CERTAINS POSTES DE PASSIF -

(Art. 832-17)

Des précisions sont apportées dans l'annexe sur la nature et le rythme de reprise en résultat de certains éléments

	Nature	Rythme de reprise en résultat
Produits constatés d'avance	Subvention CAGV 2026	Annuelle

- PRÉCISIONS RELATIVES À CERTAINS ÉLÉMENTS -

(Art. 832-19)

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	197
Autres créances	232 317
TOTAL	232 514



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 734
Dettes fiscales et sociales	24 488
TOTAL	31 222

- HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES -

(Art. 832-20)

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	3 360	
TOTAL	3 360	

- PRÉCIS. RELATIVES AUX PRODUITS ET CHARGES INSCRITS EN RÉS. EXCEP. -

(Art. 832-21)

Nature	Montant	imputé au compte
Charges exceptionnelles - PLAN R.J. URSSAF	10 410	6780000000
TOTAL	10 410	

- AVANCES, CRÉDITS ET ENGAGEMENTS -

(Art. 835-1)

Engagement en matière de pensions et retraites

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 0 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2025
- o Taux d'actualisation : 3.22 %
- o Méthode de calcul : ANC 2021
- o Convention collective : Sociaux et socioculturels (Centres) et autres acteurs du lien social (associations)
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- o Table de mortalité : TH/TF 00-02

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)
 - o 62 ans pour la catégorie : Employés
 - o 62 ans pour la catégorie : Cadres
- Progression de salaires
 - o 4% Constant pour la catégorie : Employés

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- o 4% Constant pour la catégorie : Cadres
- Taux de rotation
- o Moyen pour la catégorie : Employés
- o Faible pour la catégorie : Cadres
- Taux de charges sociales patronales
- o 30 % pour la catégorie : Employés
- o 50 % pour la catégorie : Cadres

- ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS ET REÇUS -

(Art. 836-1)

Valorisation des contributions volontaires :

Une contribution volontaire en nature est un acte par lequel une personne physique fournit à l'association un travail (bénévolat), des biens (dons en nature) ou autres services à titre gratuit (mise à disposition de biens). Elle n'entraîne pas de flux financier.

La valorisation du bénévolat atteint 17 115 €, fondée sur un tarif de 15 € de l'heure pour 1141 heures effectuées.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN -

(Art. 836-5)

- INFORMATIONS RELATIVES À L'EFFECTIF -

(Art. 837-1)

- L'effectif moyen pendant l'exercice est de
l'article D.123-200 du Code de commerce.

15 personnes , conformément à